Commune de MARSSAC sur TARN

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE DE LA COMMUNE DE MARSSAC SUR TARN

CIRCULATION FERMEE RUE DES ECOLES ET PLACE DE L'EGLISE

Objet: Commémoration du 11 novembre 1918

Le Maire de la Commune de MARSSAC sur TARN;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6;

Vu le Code de la Route, et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28, Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie : signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

Considérant que la commémoration nécessite la fermeture à la circulation de la Place de l'Eglise et de la rue des Ecoles ;

ARRÊTE

le mardi 11 novembre 2025 de 11h à 12h

<u>Article 1^{er}</u>: La Rue des Ecoles et la rue Place de l'Eglise seront fermées à la circulation le temps de la cérémonie Commémorative.

Article 2: Les panneaux de signalisation nécessaires seront apposés par la commune, pour permettre l'application des présentes dispositions à l'entrée des deux côtés des rues. La circulation sera déviée par la rue Tonimarié et l'avenue d'Albi.

<u>Article 3</u>: Par dérogation à l'article précédent, les prescriptions ci-dessus ne s'appliquent pas aux riverains, aux véhicules des médecins, de secours, ambulances, de gendarmerie et de lutte contre l'incendie.

<u>Article 4</u>: Les infractions au présent arrêté, qui sera affiché et publié, seront constatées par des procès-verbaux qui seront transmis aux tribunaux compétents.

<u>Article 5</u>: La Gendarmerie, le Directeur Départemental des Services de Secours et d'Incendie du Tarn, Madame le Maire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marssac sur Tarn, le 7 novembre 2025 Par délégation de Madame Le maire, Le Responsable des Services Techniques

Christophe JAMMIES

Le Maire

certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

⁻ informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.